

## La Voix de l'Opposition de Gauche

**Le 24 mai 2022.**

Quelle vérole le capitalisme ! Eradiquons-la !

### **Pourquoi peuvent-ils se permettre de nous prendre pour des cons ? Il y a de quoi !**

Hormis les formules radicales apprises par cœur destinées à dénoncer l'horrible capitaliste et débiter comme des robots, le discours du militant ouvrier depuis 75 ans a consisté en réalité à minimiser, minorer, sous-estimer, réduire l'aspect sordide ou monstrueux des pratiques auxquelles recouraient les capitalistes, ainsi que leur régime politique. Il adopta un discours finalement accommodant envers des officines mafieuses et criminelles.

Pas question de traiter d'empoisonneurs les trusts agro-alimentaires, les agriculteurs, les éleveurs, les trusts pharmaceutiques. Pas question de dénoncer les méfaits de la médecine allopathique. Pas question d'exposer la collusion entre le parti de l'ordre et le fascisme ou le nazisme à toutes les époques. Pas question d'évoquer les liens entre l'oligarchie financière et les régimes monarchiques (constitutionnels) d'Europe avec les nazis ou l'extrême droite. Pas question de relater comment ils planifièrent les deux guerres mondiales du XXe siècle. Pas question d'expliquer comment les mouvements féministe, écologique, antiraciste, etc. furent instrumentalisés, créés ou financés par l'oligarchie. Pas question d'exposer qu'ils sont à l'origine de la libéralisation de la consommation de tabac, de l'alcool, des drogues. Pas question d'exposer qu'elle est également à l'origine de la diffusion de la pornographie, de la pédophilie, du mouvement LGTB. Pas question d'expliquer comment et pourquoi elle a financé la recherche sur les OGM. Pas question d'exposer non plus qu'elle est à l'origine des énergies dites renouvelables. Pas question de décrire son implication dans la création des différents mouvements terroristes qui ont semé la terreur au cours des dernières décennies dans le monde. Pas question de dénoncer ses liens avec pratiquement tous les actes terroristes des 50 dernières années. Pas question de montrer qu'elle a constitué un réseau tentaculaire d'officines plus ou moins opaques ou secrètes à travers le monde auxquelles participent les élites qu'elle a sélectionnées pour appliquer sa politique. Pas question de montrer comment cette élite s'est infiltrée au niveau de tous les Etats ou toutes les institutions. Pas question de caractériser de dictature le régime en place, même devenu ouvertement fascisant ou totalitaire, il faut continuer jusqu'au bout à jouer le jeu des institutions. Pas question d'affirmer que toutes les institutions en France, du conseil municipal au conseil des ministres, sont corrompues, ils y participent et les cautionnent. Pas question de briser la mystification de la liberté de la presse. Pas question de s'attaquer à la guerre idéologique et psychologique menée contre les masses. Etc.

Personne n'a idée qu'il existe un lien entre tout ce qui vient d'être évoqué pour avoir les mêmes origines ou que tous ces personnages ou acteurs politiques œuvrent pour la même cause, qui n'a évidemment rien à voir avec le bien-être des peuples, bien au contraire.

Il ne fallait pas axer notre discours politique sur tous ces aspects abominables du capitalisme pour ne pas se couper des masses ou les effrayer ou plutôt, pour ne pas se couper des institutions des capitalistes avec lesquelles il fallait s'accommoder. On est en droit de se poser la question, maintenant qu'on s'aperçoit qu'il était inutile de les cacher aux masses, parce qu'on n'est pas parvenu davantage à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire. Il s'est agi d'un faux prétexte pour couvrir la collaboration de classe de nos dirigeants avec la social-démocratie et le régime. En camouflant aux travailleurs les aspects les plus horribles du capitalisme, on s'est fait les complices

de leurs illusions dans le capitalisme au lieu de les combattre, une réalité que la plupart des militants refuseront d'admettre, peu importe.

Après, certains s'étonnent que le niveau de conscience des masses n'a pas progressé ou a régressé. Comment aurait-il pu en être autrement dans ces conditions puisqu'on leur a caché en permanence la vérité ? Comment auraient-elles pu devenir révolutionnaires, réactionnaires c'était plus probable.

Un autre constat qui a de quoi nous interpeler.

Beaucoup de gens, quand dans leur famille ou leur entourage une personne émet une idée ou a un comportement qu'ils estiment inappropriés, choquant ou carrément détestable, ils la jugent durement et décident de la voir moins souvent ou ils la jugent infréquentable et rompent avec elle. Mais étrangement quand il s'agit de politique et des institutions, ils ne vont pas avoir la même réaction. Ils vont faire preuve d'un laxisme ou d'une inconsistance déconcertante en se montrant beaucoup plus tolérant, au point de préférer la proximité de salopards, plutôt que la fréquentation de gens bien intentionnés à leur égard, bien qu'il puisse arriver qu'ils vaillent guère mieux mais inconsciemment, ce qui est différent tout de même.

C'est comme s'il tenait à faire leur propre malheur en confiant leur destin à des ordures patentés. Ce n'est pas le meilleur moyen pour arriver à s'en sortir, à moins que secrètement ils se sentent heureux comme ils sont ou ils se disent, qu'ils ne doivent pas espérer mieux et ils se contentent de ce qu'ils ont, cela pourrait être pire encore en espérant y échapper. Bref, cela ne plane pas bien haut ou le regard qu'ils portent sur la société et leur propre vie est superficiel. On comprend dès lors pourquoi une discussion sur ce thème ne les intéressera pas.

---

**A bas l'ONU et toutes ses agences, à bas le Forum économique mondial, à bas l'oligarchie financière et le capitalisme, vive le socialisme !**

JC - Mise en place du régime totalitaire mondial sous l'égide de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

**Emmanuel Macron donne les pleins pouvoirs à l'OMS pour la santé des Français lors des pandémies - lemediaen442.fr 23 mai 2022**

Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, refuse catégoriquement de signer le traité de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur la pandémie, un traité qui donne les pleins pouvoirs à l'OMS afin de déclarer des pandémies et de décider quel protocole doit être suivi, quelles que soient les constitutions des pays. De son côté, le président Macron signe des deux mains et livre la santé des Français à l'OMS dont Bill Gates est l'un des principaux propriétaires. La Fondation Bill et Melinda Gates et Gavi qu'elle possède ont donné 1183 millions de dollars à l'OMS en 2020-2021, soit 18,75 % du financement de l'OMS — plus que les États-Unis (15,15 %). L'OMS n'a donc rien à refuser à Bill Gates.

Lors de la 75e Assemblée mondiale de la Santé, le Président de la République Emmanuel Macron est intervenu par message vidéo (voir ci-dessous) afin de rappeler que la guerre en Ukraine ne doit pas faire oublier le covid : « Cette guerre que nous vivons aujourd'hui en Ukraine, ne nous fait pas oublier que de nombreuses autres urgences, sur le reste de la planète, doivent continuer de nous mobiliser. La pandémie au premier chef. » Le chef d'État français voit la guerre s'éloigner et

reprend son bâton de pèlerin de la vaccination en prévision de nouveaux variants pour de nouvelles pandémies.

Pour donner les pleins pouvoirs à l'OMS, Macron demande aux États membres de se soumettre juridiquement. « Enfin, comme toute organisation internationale, l'OMS doit garantir l'implication active de ses États membres, notamment en temps de crise. C'est pourquoi la France soutient la mise en place d'une Commission permanente du Conseil exécutif de l'OMS sur les urgences sanitaires [...] Pour permettre à l'ensemble de ces réformes d'être ancrées dans le droit, pour l'avenir, je suis favorable à l'adoption, sous l'égide de l'OMS, d'un accord international juridiquement contraignant. Celui-ci devra être accompagné par la révision du Règlement sanitaire international, afin d'adapter celui-ci aux évolutions des risques sanitaires et nous assurer de sa mise en œuvre. » lemediaen442.fr 23 mai 2022

JC - Cette annonce est gravissime et d'une portée extraordinaire, car elle concerne le transfert du pouvoir et du destin de la population de la France à une officine de l'ONU dépendante de l'oligarchie financière anglo-saxonne, qui aurait dès lors officiellement le statut de gouvernement mondial. Il faudrait mener une campagne nationale et internationale pour briser.....

## **Forum économique de Davos : l'Ukraine en invitée vedette, et la Russie absente - France 24 23 mai 2022**

### **Sommet de Davos : tout ce que vous devez savoir sur l'édition 2022 - challenges.fr 23 mai 2022**

Volodymyr Zelensky ouvre le bal. Ce lundi 23 mai 2022, le président ukrainien sera le premier chef d'Etat à tenir un discours devant le Forum économique de Davos. Une importante délégation du gouvernement ukrainien est également présente en personne, plaidant pour un soutien accru de l'Occident dans la lutte du pays contre la Russie. Au menu de ce sommet ? Guerre en Ukraine, inflation, transition écologique ou encore risque de crise alimentaire... Alors que l'édition 2022 s'est ouverte dimanche 22 mai en Suisse sur fond de crise géopolitique mondiale, Challenges vous explique tout ce que vous devez savoir sur le Forum économique mondial de 2022.

Quels seront les sujets abordés lors de l'édition 2022?

Coopération mondiale, rééquilibrage économique, cybersécurité... Cette année, le thème de la rencontre reste "L' Histoire à un tournant: politiques gouvernementales et stratégies d'affaires". De la flambée des prix de l'énergie, à la crise en Ukraine, en passant par le métavers, jusqu'au changement climatique, le Forum économique mondial de 2022 devra répondre à de nombreux défis après deux éditions annulées liées au Covid-19.

Pour son fondateur, Klaus Schwab, ce rendez-vous reste "le plus important" depuis la création du forum. Cette année, un million de personnes devraient tomber dans l'extrême pauvreté toutes les 33 heures, selon le dernier rapport publié par Oxfam. (Une de leurs ONG - JC)

"«Nous assistons à un tournant de l'histoire», dira Klaus Schwab. Jamais un État depuis la Seconde Guerre mondiale n'a à ce point «violé le droit des peuples à vivre ensemble, à choisir leur alliance et leur mode de gouvernance». (...) L'agression de la Russie (...) sera vue dans les livres d'histoire comme l'effondrement de l'ordre né après la Seconde Guerre mondiale et la guerre froide", a-t-il estimé, lors d'un briefing cette semaine, assurant que Davos ferait tout son possible pour soutenir l'Ukraine et sa reconstruction.

L'organisation dénonce la forte croissance des inégalités mondiales, alors que pendant la pandémie, le monde voyait apparaître un nouveau milliardaire toutes les 30 heures.

Au programme, six piliers thématiques: favoriser la coopération mondiale et régionale; assurer la reprise économique et façonner une nouvelle ère de croissance; construire des sociétés saines et équitables; préserver le climat, l'alimentation et la nature; favoriser la transformation de l'industrie, et exploiter la puissance de la quatrième révolution industrielle.

Qui participe au Forum mondial de Davos en 2022?

Avec plus de 2.500 participants annoncés, seule une cinquantaine de chefs d'Etats et de gouvernements ont répondu présents pour la réunion de 2022. Parmi eux, la présidente de la Commission européenne, Ursula Von der Leyen, le nouveau chancelier allemand Olaf Scholz, ou encore l'émir du Qatar, cheikh Tamim ben Hamad al-Thani.

Cependant cette année, pas de contingent russe à l'horizon à Davos (Corrigeons, en fait ils ont exclu la Russie de cette réunion, je cite un article de France 24 du 20 mai : Exclure les Russes était "la bonne décision", selon le président du WEF, Borge Brende. - JC). En soutien à l'Ukraine, le président du Forum économique mondial, Borge Brende, espère que "la Russie prendra un autre chemin (...) dans les années à venir, pour respecter la charte de l'ONU et ses obligations internationales." Emmanuel Macron et Joe Biden ne comptent pas non plus effectuer le déplacement. (Le Président chinois Xi-Jinping non plus, ils l'avaient oublié. - JC)

Enfin, plus de deux cents dirigeants d'organisations non gouvernementales (ONG), d'entrepreneurs sociaux, d'universités ou encore d'organisations syndicales représenteront la société civile. Pas moins de quatre cents dirigeants de médias et journalistes sont également attendus. Cent membres des communautés Global Shaper et Young Global Leader représenteront les jeunes générations. challenges.fr et ledevoir.com 23 mai 2022

---

### **Que vaut une cause défendue par le Forum économique mondial de Davos ?**

**Caroline Eliacheff accuse le lobby LGBT et les médias sur le phénomène transgenre qui stérilise les mineurs - lemediaen442.fr 23 mai 2022**

Valérie Expert reçoit Caroline Eliacheff, pédopsychiatre, psychanalyste et essayiste française, co-auteur avec Céline Masson de La fabrique de l'enfant transgenre. La complaisance des médias et du puissant lobby LGBT pousse les mineurs à se faire opérer sur un coup de tête, sous prétexte qu'être un enfant-transgenre est tout-à-fait merveilleux, normal... alors que les opérations sont irréversibles, qu'elles soient chirurgicales ou hormonales. Ils sont 10 à 20 % à regretter leur transition et leur choix irréversible. La tolérance envers les tendances sexuelles aboutit au contrôle des corps et des esprits dès l'enfance, à la stérilisation, au remplacement de l'imaginaire libre par du concret irréversible.

Le lobby LGBT est vivement défendu par Accenture, Airbnb, Airbus, Allianz, Calvin Klein, Boston Consulting Group, CISCO, Coca-Cola, Daimler, Deloitte, Deutsche Bank, Deutsche Post, eBay, EY, Edelman, Facebook, Google, H&M, IKEA, Johnson & Johnson, KPMG, Mastercard,

Microsoft, Netflix, PayPal, Pfizer, P&G, PwC, Pepsi, Salesforce, Scotiabank, Siemens, Spotify, Telekom, Uber. Toutes ont été présentes au Forum économique mondial de Davos pour défendre les droits des LGBT. L'égalité entre les sexes divers et variés semble convenir aux grandes entreprises. Curieusement ce même Forum s'est contenté de constater paisiblement que l'égalité des salaires hommes-femmes recule à cause... de la pandémie. Le problème sexuel transgenre serait-il l'arbre qui cache la forêt des inégalités sociales ? lemediaen442.fr 23 mai 2022

---

### **Le fusible.**

**Législatives: à peine nommés, les ministres soumis à un devoir de réserve à compter de ce lundi - BFMTV 22 mai 2022**

Cet "usage" vise à faire en sorte que les membres du gouvernement n'interfèrent pas dans la campagne électorale.

---

### **Ils sont tous de droite, merci de le confirmer enfin.**

**Jean-Luc Mélenchon juge que Pap Ndiaye est "de droite" car "il est dans un gouvernement de droite" - BFMTV 22 mai 2022**

Jean-Luc Mélenchon : "*Quand on entre dans un gouvernement, on applique la politique du gouvernement*".

Jean-Luc Mélenchon : "*Quelle est la politique de l'éducation qu'il va appliquer? Celle que n'arrivait pas, si bien que ça, à appliquer M. Blanquer, du fait des violences auxquelles il se livrait, des provocations incessantes de sa ministre de l'université contre l'islamo-gauchisme et le reste, qui a scandalisé intellectuels et universitaires, à part quelques exaltés. Et lui (Pap Ndiaye) va s'y prendre encore plus doucement mais le résultat sera le même.*"

**Il s'est félicité d'avoir « réhabilité la gauche ». BFMTV 22 mai 2022**

JC – Au lieu de l'achever ! Question à 1 roupie tellement elle est stupide : Quand Mélenchon participait au gouvernement Jospin sous la présidence de Chirac, gouvernement champion des privatisations sous la Ve République, était-il de droite ?

---

### **Numéro de marionnettiste**

Sarkozy, le premier flic de France, agita la menace de la tyrannie. Hollande lui servit ensuite de caution de gauche, à la tyrannie. Macron fusionna les deux ou la réalisa. Comme toujours dans le passé, la fausse gauche devait servir à préparer l'avènement d'une dictature encore plus dure ou assumée. Elle se nomme extrême-centre, l'extrême ou le pire de la droite et de la gauche réunies.

J'ai imaginé un dialogue entre un président de cette fausse gauche et un représentant de l'oligarchie.

- Vous voilà président mon cher ami, vous savez ce qu'il vous reste à faire.

- Parfaitement.

- Vous avez compris que bien que vous ayez été élu président, il n'en demeurait pas moins que c'était nous qui continuions à détenir toujours le pouvoir.

- Parfaitement.

- Vous devez donc vous en tenir strictement à la définition de fonction du président qu'on vous a communiqué. Est-ce que je me fais bien comprendre ?

- Parfaitement.

- Vous connaissez nos exigences. Vous pouvez continuer à tenir un discours gauchisant, je vous y encourage même, et ne vous formalisez pas de la réaction de vos électeurs quand ils vont découvrir que vous les trahissez. Franchement, entre nous, s'ils ont été assez idiots pour croire en vos promesses électorales, c'est qu'ils n'en valent pas la peine ou ils n'ont que ce qu'ils méritent. Il n'y a donc pas de quoi avoir mauvaise conscience, je vous assure, vous pouvez dormir tranquille.

- Vous me rassurez, mais ce n'est pas vous qui allez devoir répondre de vos actes...

- Je vous coupe mon cher ami avant que vous ne disiez une bêtise. Je vous rappelle que vous n'avez pas le choix, si par malheur vous vous avisiez à adopter des réformes sociales qui nous déplaisent, vous savez ce qui vous attendrait. Ce serait bien pire que les gesticulations impuissantes de vos électeurs ou de vos partisans. Nous serions obligés de mettre brutalement un terme à notre fructueuse collaboration, ce qui signifierait concrètement que les jours qui vous resteraient au pouvoir seraient dorénavant comptés, en d'autres termes, il vous faudrait démissionner, et en cas de refus nous devrions envisager de recourir à un coup d'Etat ou pire encore au besoin, vous voyez ce que je veux dire, n'est-ce pas ?

- Parfaitement. Maintenant, bien que j'aurais suivi à la lettre toutes vos instructions ou malgré ma bonne volonté, imaginons qu'un puissant mouvement social se développe autour d'une question et qu'il menace de devenir incontrôlable, vous ne m'en imputeriez pas la responsabilité j'espère, dites-moi ce que je devrais faire.

- Je vous rassure mon cher, ne vous inquiétez pas tous nos réseaux seraient mis discrètement à votre service. Le cas de figure que vous exposez pourrait se produire en effet, bien qu'on aurait tout fait pour l'éviter. Dans ce cas-là, si malgré la répression ce mouvement persistait ou prenait encore plus d'ampleur, il faudrait alors temporiser, vous retireriez la mesure contestée et vous feriez passer tout le reste, ce serait toujours cela de gagner. Vous savez, il nous arrive souvent de devoir procéder de la sorte, on avance par petits bouts ou par étapes. C'est finalement rare qu'on arrive à tout faire passer d'un coup, ce serait trop beau. Quand on veut absolument modifier la législation ou faire passer une loi très impopulaire particulièrement liberticide ou antisociale, on va créer les conditions pour que le peuple y adhère ou la réclame, mais on ne peut pas procéder chaque fois ainsi. Nous sommes à l'origine d'une multitude d'évènements qui se sont produits dans le pays ou dans le monde sans que le peuple en ait eu connaissance, et il faut absolument qu'il continue de l'ignorer, notre pouvoir en dépend, vous comprenez.

Nous avons parfaitement conscience que notre force dépend uniquement de la faiblesse de notre ennemi et de la manipulation des consciences à laquelle nous nous livrons, car en réalité il est beaucoup plus fort que nous, à tout prendre nous ne représentons pas plus de 10% de la population. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons admettre le moindre écart ou faux pas qui mettrait en péril notre domination. Suivez nos instructions, faites au mieux et tout se passera bien. Faites-nous confiance, quoiqu'il arrive nous vous couvrirons ou nous ne vous laisserons pas tomber si vous avez été loyal envers nous, vous en serez largement récompensé ou vous n'auriez pas à vous inquiéter de votre avenir sur le plan financier.

---

**Les voilà qui s'intéressent au sort des agriculteurs indiens, c'est touchant mais louche, si vous le pensez, vous avez raison.**

**Inde : l'interdiction d'exporter aggrave la détresse des producteurs de blé - euronews 22 mai 2022**

**En Inde, moissons amères pour les fermiers interdits d'exporter leur blé - AFP 22 mai 2022**

La décision de New Delhi d'interdire les exportations de blé en pleine flambée des prix due à l'invasion russe de l'Ukraine a provoqué la consternation à l'étranger et a fait monter encore plus les cours de cette céréale.

Et en Inde, agriculteurs et négociants sont maintenant furieux d'avoir été privés d'une aubaine, d'autant plus que les prix sur leur marché intérieur se sont au contraire effondrés. AFP 22 mai 2022

JC - Mais qui cela concerne-t-il vraiment, sachant que l'Inde avait produit 109 millions de tonnes en 2021 et seulement 7 millions de tonnes avaient été exportés, soit 6,42% de la production totale ?

AFP - "*Il ne fait aucun doute que les principales pertes seront subies par les grands exportateurs comme Cargill, ITC et Glencore*", selon le trader Raj Sood. AFP 22 mai 2022

JC - Nous y voilà, un conglomérat, une multinationale et trust, on se disait bien que ce n'était pas le sort des agriculteurs indiens pauvres qui avait suscité ce soudain engouement de la part des médias, une fois de plus ils étaient la voix de leurs maîtres, d'ailleurs ils ne sont pas autres choses.

**Wikipedia** - Cargill est une entreprise nord-américaine spécialisée dans la fourniture d'ingrédients alimentaires et dans le négoce de matières premières. Son chiffre d'affaires en 2014 est de 134,9 milliards de dollars américains. Cargill est basée dans le Minnesota, à Minneapolis, avec des implantations dans le monde entier.

Glencore PLC est une importante entreprise anglo-suisse de négoce, courtage et d'extraction de matières premières. Elle est basée en Suisse à Baar, dans le canton de Zoug. Son chiffre d'affaires en 2021 : 203 751 milliards de \$. Glencore est accusé d'avoir spéculé sur la faim et les crises notamment en ayant provoqué une hausse du prix du blé en 2010 et en jouant sur les prix du carburant et des matières premières. (Chut ! - JC)

ITC Limited est un groupe indien polyvalent dont le siège social se trouve à Calcutta. Au titre de l'exercice 2012-13, le groupe affichait un chiffre d'affaires de 8,31 milliards de dollars américains et une capitalisation de 45 milliards de dollars.

JC - L'AFP a récidivé le lendemain.

### **Inde: les producteurs de blé pris en étau entre la canicule et l'embargo sur les exportations - AFP 23 mai 2022**

JC - Il y a manifestation des agents de Washington au sein du parti nationaliste hindou du BJP au pouvoir, le parti du Premier ministre Modi.

### **En Inde, les hindouistes réclament la restitution de certains bâtiments musulmans - RFI 23 mai 2022**

JC – Lire l'article d'hier.

---

### **Ils ne l'ont pas encore assassiné ?**

### **Pakistan : Imran Khan appelle ses partisans à se diriger vers la capitale - reseauternational.net 23 mai 2022**

L'ancien Premier ministre pakistanais Imran Khan a appelé ce dimanche ses partisans à une marche pacifique vers Islamabad mercredi prochain pour réclamer de nouvelles élections.

L'appel de Khan intervient après une session marathon des dirigeants de son parti « *Libération Insaf* » dans la ville de Peshawar, au nord-ouest, où Khan a décrit la marche comme « *une étape pour protéger la souveraineté du pays* », et que « *le vote qui l'a évincé était un complot organisé par les États-Unis* ».

Dans son discours, Khan a exhorté « *les autorités à ne pas s'opposer à la marche qui se renforcera à l'extérieur d'Islamabad avant de se diriger vers le centre-ville, et que ses partisans y resteront jusqu'à ce que le parlement soit dissous et que de nouvelles élections soient convoquées* ».

L'ancien Premier ministre a été évincé lors d'un vote de défiance au Parlement par une coalition de grands partis politiques, après avoir occupé le poste pendant plus de trois ans et demi.

Khan a noté que « *les USA l'ont visé à cause de ses choix en politique étrangère en faveur de la Russie et de la Chine, et sa visite en février à Moscou, où il s'est entretenu avec le président russe Vladimir Poutine* ».

Il a déclaré : « *Les États-Unis réfutent mes critiques acerbes de la guerre de Washington contre le terrorisme, tandis que le département d'État américain a nié toute implication dans la politique intérieure du Pakistan* ».

Source : Al Manar

### **Intox et menace.**

**Ouïgours : Pékin espère que l'ONU va « clarifier la désinformation » - LePoint.fr 23 mai 2022**

**La Russie accusée de provoquer une crise alimentaire mondiale - Courrier international 23 mai 2022**

**Les États-Unis prêts à utiliser la force pour défendre Taïwan en cas d'invasion de la Chine - BFMTV 23 mai 2022**

---

### **DOSSIER UKRAINE**

**L'Ukraine bientôt dépecée par les Alliés - Réseau Voltaire 23 mai 2022**

Washington envisage de rattacher Lviv/Lwów à la Pologne comme ce fut le cas après la Première Guerre mondiale. À l'époque, une brève guerre ayant opposé les Ukrainiens aux Polonais pour le contrôle de la Galicie sur fond d'effondrement de l'empire austro-hongrois, la Conférence de paix de Versailles et la Société des Nations (SDN) décidèrent de rattacher administrativement cette région à la Pologne pour 25 ans, puis de convoquer un référendum d'auto-détermination.

L'idée principale était de renforcer la Pologne pour qu'elle fasse barrage à l'idéologie soviétique.

L'idée du Washington est aujourd'hui de faire mauvaise fortune bon cœur, en achevant son allié ukrainien pour renforcer la Pologne contre la Russie.

Considérant la guerre d'Ukraine comme perdue, Washington envisage de reconnaître le rattachement du Donbass, de Marioupol et de la Crimée à la Russie en échange du rattachement de la Galicie orientale à la Pologne (la Galicie occidentale est déjà polonaise). La question d'Odessa et de la Transnistrie reste indécise. L'Ukraine serait réduite à sa portion congrue.

Dans cette perspective, le président polonais, Andrzej Duda, s'est rendu à Kiev et s'est adressé à la Verkhovna Rada. Il a déclaré que l'Ukraine devrait être reconstruite aux dépens de l'« agresseur » et qu'il n'aurait pas de repos tant qu'elle ne serait incluse dans l'Union européenne. Au-delà de ces belles paroles, il venait s'assurer de ce que deviendrait l'Ukraine une fois sa défaite actée. Réseau Voltaire 23 mai 2022

---

### **BIOTERRORISTES A LA MANŒUVRE OU LA DICTATURE SANITAIRE PERMET DE TOUT JUSTIFIER.**

JC- Quand ils vous expliquaient que les terroristes étaient nos ennemis, il fallait traduire que nos ennemis étaient ceux qui avaient fabriqué le terrorisme, la CIA, le Pentagone, l'OTAN, etc. Et bien là c'est la même chose.

Là où ils commettent une grave erreur, c'est de croire que cela va marcher à tous les coups. Les peuples apprennent vite quand les mêmes expériences auxquelles on les soumet se reproduisent

dans un laps de temps réduit. Il leur arrive d'avoir tout de même un peu de mémoire et de faire preuve d'un minimum de discernement...

### **Mystification et règne de la terreur. Ils fabriquent une nouvelle pandémie mondiale.**

JC - En traquant le moindre virus, ils n'ont que l'embarras du choix.

Les virus, bactéries et microbes font partie de l'environnement et de la biologie humaine depuis des millions d'années. De nos jours, ils peuvent se répandre parmi la population de la Terre entière en quelques mois, sans que les hommes ne courent le moindre risque tant ils sont immunisés naturellement à force de les côtoyer. Mais il se trouve que les tyrans qui sont au pouvoir en ont décidé autrement.

Ces dangereux psychopathes comptent utiliser les moyens dont ils disposent pour les détecter, afin de faire croire à la population qu'ils constitueraient une menace permanente pour sa santé, de manière à justifier le recours à des mesures liberticides et à la vaccination qui enrichira un peu plus les trusts pharmaceutiques mafieux ou l'oligarchie financière.

### **BA.5, le variant qui pourrait bien faire repartir l'épidémie de Covid-19 - Yahoo 23 mai 2022**

"*En Afrique du Sud, l'incidence est élevée mais stable, avec une diminution des hospitalisations*", note Santé publique France dans un rapport.

Cependant, ces chiffres prouvent la grande contagiosité et la capacité de propagation de ce nouveau sous-variant. Mauvaise nouvelle, cette mutation semble capable de passer outre la protection immunitaire véhiculée par une précédente infection ou un schéma vaccinal complet.

---

### **Biden prévient que la propagation de la variole du singe pourrait être «conséquente» - Europe1 23 mai 2022**

**Variole du singe : les États-Unis veulent vacciner les cas contacts** - Les autorités sanitaires américaines souhaitent vacciner « *les soignants et les contacts personnels très proches à risque de développer un cas grave* ». LePoint.fr 24 mai 2022

---

### **Les craintes liées à la variole du singe pourraient sauver des entreprises en difficulté - reseauternational.net 23 mai 2022**

Il y a quelques semaines à peine, deux entreprises corrompues se trouvaient en territoire financier instable. Aujourd'hui, alors que les médias et les organismes de santé mondiaux s'inquiètent d'une épidémie mondiale de variole du singe, les inquiétudes – et les péchés – de ces deux entreprises sont rapidement oubliés.

Ces derniers jours, les médias et les ministères de la santé du monde entier ont fait état de l'inquiétude suscitée par une épidémie mondiale de variole du singe, une maladie bénigne apparentée à la variole et à la varicelle, et ont même provoqué une réunion d'urgence de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Certains craignent que la variole du singe soit la «

*prochaine pandémie* » potentielle après le Covid-19. Pour d'autres, la crainte est que la variole du singe soit utilisée comme une nouvelle excuse pour faire avancer les politiques draconiennes de biosécurité et les prises de pouvoir au niveau mondial.

Quelle que soit l'issue de la crise de la variole du singe, deux entreprises en profitent déjà. L'inquiétude suscitée par la variole du singe a entraîné une hausse des actions d'Emergent Biosolutions et de SIGA Technologies. Ces deux sociétés détiennent pratiquement un monopole sur le marché américain, ainsi que sur d'autres marchés, pour les vaccins et les traitements contre la variole. Leurs principaux produits axés sur la variole sont, comme par hasard, également utilisés pour protéger ou traiter la variole du singe. En conséquence, les actions d'Emergent Biosolutions ont grimpé de 12% jeudi, tandis que celles de SIGA ont grimpé de 17,1%.

Pour ces entreprises, les craintes liées à la variole du singe sont une aubaine, en particulier pour SIGA, qui produit un traitement contre la variole, connu sous le nom de marque TPOXX. Il s'agit du seul produit de SIGA. Si certains médias ont noté que la hausse de l'évaluation de SIGA Technologies a coïncidé avec les récentes inquiétudes concernant la variole, aucune attention n'a été accordée au fait que la société est apparemment la seule pièce de l'empire d'un puissant milliardaire qui ne s'effondre pas actuellement.

Ce milliardaire, le « *pilleur de sociétés* » Ron Perelman, a des liens profonds et controversés avec la famille Clinton et le parti démocrate, ainsi que des liens troublants avec Jeffrey Epstein. En dehors de sa participation majoritaire dans SIGA, Perelman a récemment fait la une des journaux pour avoir liquidé rapidement un grand nombre de ses actifs dans une tentative désespérée de trouver des liquidités.

De même, Emergent Biosolutions a également connu des difficultés. La société, qui a des liens troublants avec les attaques à l'anthrax de 2001, a été critiquée il y a un peu moins de deux semaines pour avoir dissimulé des problèmes de contrôle de qualité liés à la production des vaccins covid-19. Une enquête du Congrès a révélé que des problèmes de contrôle de qualité dans une usine gérée par Emergent ont conduit à la mise au rebut de plus de 400 millions de doses de vaccins covid-19. L'usine Emergent en question avait été fermée par la FDA en avril 2021. Elle a été autorisée à rouvrir en août dernier avant que le gouvernement ne mette fin au contrat. Étant donné que la majorité de l'activité de l'entreprise est liée aux contrats du gouvernement américain, la perte de ce contrat et la mauvaise publicité qui l'accompagne, la nouvelle que son vaccin antivariolique pourrait bientôt présenter un intérêt international est probablement considérée comme une aubaine par l'entreprise.

Notamment, c'est la deuxième fois en un an que les deux sociétés bénéficient des craintes de pandémie ou de bioterrorisme propagées par les médias. En novembre dernier, les spéculations se sont multipliées sur une réapparition prochaine du virus éradiqué à l'origine de la variole. Cela a commencé avec les commentaires de Bill Gates sur les perspectives de bioterrorisme lié à la variole lors d'une interview du 4 novembre 2021 et a été suivi par l'annonce, le 16 novembre, d'une enquête du CDC/FBI sur 15 flacons suspects étiquetés « *variole* » dans une usine Merck à Philadelphie. Aujourd'hui, environ six mois plus tard, les mêmes craintes sont à nouveau payantes pour les deux mêmes entreprises.

### **Une entreprise meurtrière**

Emergent Biosolution était auparavant connue sous le nom de BioPort. La société a été fondée par Fuad el-Hibri, un homme d'affaires libanais, qui a mis à profit ses contacts avec d'anciens

responsables militaires et politiques américains puissants pour prendre le contrôle d'une usine du Michigan en difficulté. C'était la seule usine autorisée à produire un vaccin contre l'anthrax.

Les problèmes majeurs du vaccin contre l'anthrax étaient connus avant même que BioPort n'en fasse l'acquisition, et de nombreux chercheurs pensent qu'il est l'une des principales causes du syndrome de la « *guerre du Golfe* ». Le vaccin lui-même, développé à l'origine à Fort Detrick, n'avait que peu ou pas d'antécédents de sécurité au moment où il a été administré aux troupes américaines lors de la première guerre du Golfe – un problème qui n'a jamais été résolu. Cependant, ses problèmes chroniques de sécurité et son schéma multidoses maladroit ont incité BioPort/Emergent Biosolutions à passer des années à développer une nouvelle formulation de son vaccin contre l'anthrax.

La création de BioPort a coïncidé avec les efforts de l'administration Clinton pour rendre obligatoire le vaccin contre l'anthrax pour tous les membres des forces armées américaines. En contrôlant la seule source de vaccin contre l'anthrax, BioPort était sur le point de faire un malheur.

Une fois que la société a acquis l'usine du Michigan, elle a pris d'importantes sommes d'argent du gouvernement américain, apparemment pour apporter des améliorations au site. Cependant, la société a refusé d'utiliser ces fonds pour effectuer les réparations nécessaires, préférant dépenser cet argent pour les bureaux de ses dirigeants, plutôt que pour l'usine de vaccins, et des millions supplémentaires en primes pour la « *haute direction* ». Les auditeurs du Pentagone ont par la suite découvert que des millions de dollars supplémentaires avaient « *disparu* » et que le personnel de BioPort ignorait le coût de production d'une seule dose de vaccin. Malgré la mauvaise gestion et la corruption évidentes, BioPort a exigé d'être renfloué par le Pentagone, ce qu'il a fait. Entre-temps, l'usine du Michigan a perdu sa licence après qu'une inspection gouvernementale ait révélé de nombreux problèmes de sécurité.

Cependant, en août 2001, BioPort risquait de perdre les contrats du Pentagone, sa seule source de revenus. Le Pentagone a commencé à préparer un rapport, qui devait être publié en septembre 2001, et qui exposerait en détail un plan de liquidation de BioPort. En raison de l'attaque du 11 septembre 2001 contre le Pentagone, ce rapport n'a jamais été publié. Peu de temps après, les attaques à l'anthrax de 2001 ont commencé.

Quelques mois auparavant, BioPort avait passé un contrat avec Battelle Memorial Institute pour l'aider à sauver son programme de vaccins en difficulté. L'accord a permis à Battelle d'avoir « *une exposition immédiate au vaccin* » et celui-ci a été utilisé dans le cadre du programme sur l'anthrax financé par le Pentagone, qui impliquait Ken Alibek et William C. Patrick III, deux experts en armes biologiques ayant des liens étroits avec la CIA. Ce programme était hébergé dans les installations de Battelle à West Jefferson dans l'Ohio. De nombreux enquêteurs pensent que cette installation est la source de l'anthrax utilisé dans les attaques de 2001.

La panique qui a suivi les attaques à l'anthrax a conduit le département de la Santé et des Services sociaux (HHS) à intervenir. Il a redonné sa licence à BioPort en janvier 2002, malgré la persistance de problèmes de sécurité dans son usine de production de vaccins du Michigan. BioPort ne s'est cependant pas contentée de voir ses anciens contrats avec le Pentagone rétablis, puisqu'elle a commencé à exercer un lobbying intense pour obtenir de nouveaux contrats pour des vaccins contre l'anthrax destinés aux civils américains, aux postiers et autres. Elle les a obtenus, en grande partie grâce à Jerome Hauer, conseiller en matière de lutte contre le terrorisme à l'époque et bientôt nouveau secrétaire adjoint du département de la Santé. Hauer rejoindra plus tard le conseil d'administration de BioPort, après sa reformation en Emergent Biosolutions, en 2004.

De tels exemples de copinage sont plus fréquents qu'on ne le croit lorsqu'il s'agit d'Emergent Biosolutions. En effet, la société s'est souvent appuyée sur des individus qui ont passé leur carrière à passer par la « *porte tournante* » entre l'industrie pharmaceutique et le gouvernement, en particulier ceux qui sont aussi des alarmistes du bioterrorisme. L'une des principales personnes ayant joué un rôle essentiel dans le succès de l'entreprise au fil des ans est Robert Kadlec. Kadlec a été le principal conseiller en bioterrorisme du Pentagone dans les semaines qui ont précédé les attaques à l'anthrax de 2001. Quelques mois auparavant, il avait participé à la simulation Dark Winter de juin 2001, qui avait « *prédit* » des aspects majeurs des attaques à l'anthrax qui ont suivi. Kadlec a par la suite rédigé une grande partie de la législation qui allait créer la politique de réponse du pays en matière de bioterrorisme et de pandémie, notamment la BARDA et le stock national stratégique.

Peu après avoir quitté le gouvernement, Robert Kadlec a participé à la création d'une nouvelle entreprise en 2012, appelée « East West Protection », qui développe et fournit des « *systèmes intégrés de préparation et de réponse à tous les risques pour les communautés et les nations souveraines* ». La société « *conseille également les communautés et les pays sur les questions liées à la menace des armes de destruction massive et des pandémies naturelles* ».

Kadlec a créé la société avec W. Craig Vanderwagen, le premier secrétaire adjoint chargé de la Préparation et de la Réaction (ASPR) du HHS (un poste que Kadlec avait contribué à faire inscrire dans la loi et qu'il a lui-même occupé par la suite). L'autre cofondateur d'East West Protection était Fuad El-Hibri, le fondateur de BioPort/Emergent Biosolutions, qui venait de quitter son poste de PDG d'Emergent plus tôt cette année-là.

Kadlec est ensuite devenu consultant. Le cabinet de conseil de Kadlec, RPK Consulting, lui a rapporté 451 000 dollars rien qu'en 2014, où il a directement conseillé Emergent Biosolutions ainsi que d'autres sociétés pharmaceutiques comme Bavarian Nordic. Kadlec a également été consultant pour des entreprises militaires et de renseignement, comme Invincea, une entreprise soutenue par la DARPA, et Scitor, une entreprise de la NSA, qui a récemment été rachetée par SAIC.

Kadlec reviendrait au gouvernement en tant qu'ASPR du HHS sous Trump, un poste qu'il occupait au moment où la crise Covid-19 a commencé. L'année précédente, en 2019, Kadlec avait mené une simulation de plusieurs mois axée sur une pandémie mondiale originaire de Chine, appelée Crimson Contagion. Une fois que la crise du Covid-19 a commencé pour de bon, il a joué un rôle majeur dans l'obtention de contrats de vaccins covid-19 pour Emergent Biosolutions, malgré ses conflits d'intérêts, dont certains qu'il avait refusé de divulguer lors de sa nomination au poste d'ASPR.

Le modèle de comportement corrompu d'Emergent Biosolutions, qui a commencé avec son vaccin contre l'anthrax, se retrouve dans ses actions récentes concernant sa production de vaccins covid-19. D'après le récent rapport du Congrès, publié quelques jours avant le récent pic d'inquiétude concernant la variole du singe, les employés du laboratoire d'Emergent ont « *intentionnellement cherché à tromper les inspecteurs du gouvernement sur les problèmes* » de son usine de Baltimore et ont également « *repoussé* » à plusieurs reprises les efforts d'AstraZeneca et de Johnson & Johnson pour inspecter leurs installations. « *Malgré des signaux d'alarme importants dans son usine de fabrication de vaccins, les dirigeants d'Emergent ont balayé ces problèmes sous le tapis et ont continué à encaisser l'argent des contribuables* », a déclaré Carolyn Maloney (D-NY), présidente de la commission de surveillance et de réforme de la Chambre des représentants, lors de la publication du rapport. Pourtant, de tels « *signaux d'alarme majeurs* » peuvent être trouvés tout au long de l'histoire de la société, pour ceux qui veulent bien prendre le temps de regarder.

Quelques jours seulement après la publication du rapport du Congrès, Emergent Biosolutions a annoncé qu'elle allait acquérir les droits exclusifs mondiaux du « *premier antiviral oral contre la variole approuvé par la FDA pour tous les âges* » auprès de la société Chimerix. Le médicament, appelé TEMBEXA, est uniquement destiné au traitement de la variole, que la société qualifie de « *menace de santé publique hautement prioritaire* ». Le communiqué de presse relatif à l'acquisition du TEMBEXA par la société indique que des contrats de plusieurs millions de dollars avec le gouvernement américain sont prévus pour ce produit. La FDA a officiellement approuvé le médicament en juin dernier.

Emergent Biosolutions détient également les droits sur le vaccin antivariolique connu sous le nom d'ACAM2000, qui peut également être utilisé pour traiter la variole du singe. Le vaccin, initialement produit par Sanofi, a été acquis par la société en 2017. Par conséquent, la société dispose d'un quasi-monopole sur les vaccins antivarioliques, car ACAM2000 est « *le seul vaccin autorisé par la FDA pour l'immunisation active contre la variole pour les personnes déterminées comme étant à haut risque d'infection par la variole* ».

Compte tenu de leurs antécédents, il convient de se demander pourquoi Emergent Biosolutions s'est efforcée ces derniers mois d'orienter une grande partie de ses activités vers les traitements antivarioliques. Toutefois, il n'est pas nécessaire de spéculer lorsqu'on observe que les craintes actuelles liées à la variole du singe contribuent à sauver la société, dont les actions avaient chuté de 26% depuis le début de l'année avant que les inquiétudes liées à la récente épidémie de variole du singe ne commencent à croître.

Quelle que soit l'issue de l'affaire de la variole du singe, le bilan des décennies d'Emergent Biosolutions est indéniablement marqué par la corruption et le copinage.

Une « *bio-armure* » pour l'empire commercial de Ron Perelman qui bat de l'aile

SIGA Technologies, qui associe ses produits à la « *BioArmure Humaine* », affiche une citation de Bill Gates en haut de sa page d'accueil. Cette citation se lit comme suit : « *[...] la prochaine épidémie pourrait naître sur l'écran d'ordinateur d'un terroriste désireux d'utiliser le génie génétique pour créer une version synthétique du virus de la variole [...]* ». La citation est tirée du discours de Bill Gates à la Conférence de Munich sur la sécurité de 2017, où il a utilisé à la menace spécifiquement de la variole pour faire valoir que la « *sécurité sanitaire* » et la « *sécurité internationale* » doivent être fusionnées. Notamment, en mars dernier, la Conférence sur la sécurité de Munich a accueilli une simulation d'une pandémie mondiale causée par un « *virus de la variole du singe génétiquement modifié* ».

SIGA est un exemple d'entreprise qui cherche à trouver sa niche au milieu de la « *sécurité sanitaire* » et de la « *sécurité internationale* ». Elle fournit spécifiquement « *des solutions pour des besoins non satisfaits sur le marché de la sécurité sanitaire qui comprend des contre-mesures médicales contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN), ainsi que les maladies infectieuses émergentes* ». La majorité des contrats relatifs aux contre-mesures médicales CBRN aux États-Unis sont financés par le Pentagone. Bien qu'elle se présente comme une entreprise axée sur les menaces CBRN, SIGA se concentre, pour l'instant, uniquement sur la variole.

En effet, SIGA Technologies n'est actuellement rentable qu'en cas d'épidémie réelle de variole ou d'une maladie connexe, ou lorsque la crainte d'un événement bioterroriste lié à la variole est élevée. C'est précisément cette dernière crainte qui a conduit l'entreprise à obtenir des contrats gouvernementaux pour produire du TPOXX pour le stock national stratégique (SNS). En effet, le

TPOXX est uniquement utilisé pour traiter l'infection active par la variole ou la variole du singe, et non pour la prévenir. Cela signifie qu'il n'est utile que si la variole, la variole du singe ou une maladie apparentée infecte activement des personnes ou s'il existe un risque élevé que l'une de ces maladies infecte bientôt de grands groupes de personnes. Le TPOXX a été approuvé pour la première fois en 2018 par la FDA et a été approuvé par l'Agence européenne de médecine en janvier dernier. La FDA a approuvé une version intraveineuse du TPOXX pas plus tard que jeudi dernier. Au total, SIGA a reçu plus d'un milliard de dollars du gouvernement américain pour développer le TPOXX.

SIGA est actuellement en partenariat avec la BARDA du HHS, le département de la Défense, le CDC et le NIH. Un autre partenaire est Lonza, une entreprise européenne de fabrication de produits pharmaceutiques qui est associée à la fois au Forum économique mondial et à Moderna. Le PDG de SIGA, Phillip Gomez, est un ancien de PRTM Consulting, où il aurait travaillé en étroite collaboration avec Robert Kadlec, puisque les deux hommes se sont chevauchés en tant que directeurs de la société et ont tous deux conseillé des agences gouvernementales sur des questions de santé publique et de biodéfense.

SIGA est également remarquable parce qu'il s'agit probablement de la seule entreprise de l'empire commercial du prédateur Ron Perelman qui n'est pas liée à des montagnes de dettes. Perelman est l'un des raiders notoires des années 1980 qui ont procédé à des rachats d'entreprises alimentés par des obligations de pacotille, en particulier celles liées à Drexel Burnham Lambert de Michael Milken. Les tactiques commerciales de Perelman ont longtemps été influencées par son tempérament volcanique et son caractère impitoyable. L'ancien PDG de Salomon Brothers, John Gutfreund, a fait remarquer un jour que « *croire que M. Perelman n'a pas d'intentions hostiles, c'est comme croire que la petite souris existe* ».

Perelman est également connu pour être un mécène de longue date de la famille Clinton, même si, plus récemment, il a fait des dons aux campagnes politiques de Donald Trump. Perelman a apparemment commencé à s'intéresser à l'influence des Clinton après avoir épousé Patricia Duff en 1994. Duff était très liée au parti démocrate, ayant travaillé pour le sondeur démocrate Pat Cadell, et elle avait également travaillé pour la commission de la Chambre des représentants qui a « *enquêté* » sur les assassinats de John F. Kennedy et de Martin Luther King Jr. Avant d'épouser Perelman, elle avait été mariée au magnat du cinéma Michael Medavoy et avait « *présenté Clinton à l'establishment d'Hollywood* », selon le Washington Post.

En tant qu'épouse de Perelman, Duff s'est présentée comme l'une des principales collectrices de fonds du parti démocrate, le dîner de collecte de fonds de 1995 étant emblématique à cet égard. En 1995, Perelman a également assisté à un dîner à 1000 dollars le couvert à New York pour les Clinton, où Perelman était assis en face du président, ainsi qu'à un dîner d'État pour le président du Brésil à la Maison Blanche.

La générosité de Perelman envers la machine politique des Clinton lui a valu d'être nommé par ces derniers au conseil d'administration du Kennedy Center en 1995. D'autres gestes moins publics de la part des Clinton ont été probables, car Perelman a offert beaucoup plus à la première famille qu'il ne semble avoir reçu en retour. Parmi les faveurs accordées par Perelman à Bill Clinton, la plus notable est sans doute l'offre d'emplois qu'il a faite à des membres de son administration en proie à des scandales, Webster Hubbell et Monica Lewinsky, à la suite de leurs controverses respectives. Cependant, après que les offres d'emploi aient été rendues publiques, Hubbell et Lewinsky ont tous deux été licenciés, bien que les offres aient ensuite attiré l'attention de l'avocat indépendant Ken Starr. Ce dernier n'a jamais assigné à comparaître ni enquêté sur Perelman ou sur les offres qu'il avait faites à Hubbell ou Lewinsky.

Les embauches controversées avaient été arrangées entre Perelman et le conseiller de Clinton Vernon Jordan, qui siégeait au conseil d'administration de Revlon, une société contrôlée par Perelman, tandis que sa femme siégeait au conseil d'administration d'une autre société appartenant à Perelman. Jordan était connu pour être le « *conduit de Clinton vers les hauts et les puissants* » et avait emmené Clinton à la conférence Bilderberg de 1991. Au sujet de la décision d'engager Lewinsky après le scandale, un ancien associé de Perelman a déclaré au Washington Post que « *c'est comme la Mafia, tout se fait en code* », ajoutant que « *je peux vous assurer que Ronald a pris la décision de donner le poste à Lewinsky. Et je peux vous assurer qu'il n'aurait pas voulu savoir pourquoi Jordan lui demandait* ».

En 1995, Perelman a organisé une collecte de fonds pour Clinton dans son manoir, avec comme invités le chanteur Jimmy Buffett, l'acteur de Miami Vice Don Johnson, l'épouse de l'acteur Michael Douglas à l'époque, Deandra, et le co-président du Comité national démocrate Don Fowler. Parmi les autres invités figuraient A. Paul Prospero, un ami corrompu de Clinton, et le désormais tristement célèbre Jeffrey Epstein. Clinton lui-même a assisté à la collecte de fonds. Selon le Palm Beach Post, les invités avaient donné au moins 100 000 dollars au Comité national démocrate pour assister au dîner avec le président. Cela se passait, bien sûr, à l'approche des élections de 1996, et le Comité national démocrate a fait l'objet d'un examen approfondi en raison de collectes de fonds illégales. Cette collecte de fonds n'a pas été la seule interaction d'Epstein avec Perelman – Perelman sera plus tard répertorié comme un invité fréquent d'Epstein dans le profil de Vanity Fair de 2003 écrit par Vicky Ward et figure dans le livre noir des contacts d'Epstein.

Pendant la majeure partie des années 2000, Perelman s'est assis au sommet d'une fortune massive et en constante augmentation. Pourtant, depuis 2020, Perelman « *s'est débarrassé de ses actifs, beaucoup d'entre eux. Rapidement* ». Cela a commencé par la vente de tableaux de valeur chez Sotheby's et s'est bientôt étendu à la société d'investissement de Perelman, MacAndrews & Forbes, qui a cédé sa participation dans deux sociétés la même année, dont 1 milliard de dollars d'actions de Scientific Games. Selon MoneyWeek, la valeur nette de Perelman a chuté de 19 milliards de dollars en 2018 à 4,2 milliards de dollars à la fin de 2020, « *suscitant des spéculations selon lesquelles il serait à court d'argent* ». Au cours de l'année dernière, Perelman a continué à « *réduire ses effectifs* », cherchant à vendre son domaine dans les Hamptons pour 115 millions de dollars, un autre domaine de 57 acres d'une valeur de 180 millions de dollars et deux maisons de ville dans l'Upper East Side de Manhattan pour 60 millions de dollars.

D'autres actifs détenus par la société de Perelman, MacAndrews & Forbes, croulent également sous les dettes. L'un des rares actifs de la société qui n'est pas actuellement en train de perdre de l'argent ou de se débattre avec des dettes est sa participation dans SIGA Technologies. La société principale de Perelman, MacAndrews & Forbes, a longtemps été l'un des principaux investisseurs de SIGA et reste son principal actionnaire, contrôlant 33% de toutes les actions.

Depuis que Perelman s'est impliqué dans SIGA, des accusations de corruption ont entaché l'entreprise. Par exemple, en mai 2011, SIGA a obtenu un contrat sans appel d'offres d'une valeur d'environ 433 millions de dollars pour développer et produire 1,7 million de doses d'un médicament antiviral contre la variole. À l'époque, rien ne prouvait que le médicament antiviral en question était capable de traiter la maladie et certains membres du personnel du HHS s'alarmaient du fait que le retour sur investissement de SIGA dans le cadre de ce contrat était « *scandaleux* ». Le contrat a commencé à faire l'objet d'une enquête, car on craignait que le contrat ait été attribué à SIGA précisément parce qu'elle était contrôlée par Perelman, qui avait fait des dons importants à Barack Obama. À l'époque, CNN a noté ce qui suit au sujet des liens de Perelman avec la Maison Blanche d'Obama :

« *Ronald Perelman est l'actionnaire majoritaire de Siga Technologies et un militant et collecteur de fonds de longue date du parti démocrate. Il est également un gros contributeur des républicains, mais a été un ami particulier de la Maison Blanche d'Obama.*

*Andy Stern, ancien président du Syndicat international des employés de service, qui a entretenu des relations étroites avec l'administration Obama et qui a soutenu les initiatives du président Barack Obama en matière de soins de santé, fait également partie du conseil d'administration de SIGA ».*

En raison de ces préoccupations et du conflit d'intérêts potentiel, une enquête du Congrès a été ouverte. Quelques jours après avoir appris que ce contrat gouvernemental clé pouvait être menacé, les dirigeants de SIGA ont vendu de grandes quantités d'actions de la société à un prix moyen de 13,46 dollars par action, ce qui a rapporté des millions de dollars à son directeur général et à son directeur scientifique de l'époque. Un mois plus tard, la société a annoncé que son contrat avait été réduit et les actions de la société sont tombées à moins de 2 dollars en décembre.

Étant donné les accusations passées autour du rôle de Perelman dans l'entreprise pendant l'administration Obama, lorsque le président Joe Biden était vice-président, que devons-nous penser du récent battage médiatique autour de la variole du singe ? Ou des inquiétudes soulevées l'année dernière concernant un événement bioterroriste impliquant la variole ?

Il est peut-être plus important de poser d'autres questions : pourquoi le rôle de Perelman dans SIGA a-t-il été largement occulté ou totalement ignoré dans les récents reportages sur la société ? De même, pourquoi les antécédents horribles d'Emergent Biosolutions ont-ils également été exclus des rapports récents, notamment les plaintes graves déposées par le Congrès contre la société il y a moins de deux semaines ? Il semble que la peur générée par la variole du singe ne fait pas que stimuler les actions de ces deux sociétés pourries, elle aide le public à oublier leurs péchés passés.

Source : Unlimited Hangout

---

## **17 000 médecins et scientifiques médicaux dénoncent la mainmise des lobbies pharmaceutiques - lemediaen442.fr 23 mai 2022**

Réunis lors du "*Global COVID Summit*", 17 000 médecins et scientifiques médicaux bravent l'interdit de s'exprimer, malgré les risques pour leur carrière. Ils dénoncent la mainmise des lobbies pharmaceutiques au détriment de la santé des patients.

« Nous, médecins et scientifiques médicaux du monde, unis par notre loyauté au serment d'Hippocrate, reconnaissons que les politiques de santé publique désastreuses liées au covid-19 imposées aux médecins et à nos patients sont l'aboutissement d'une alliance médicale corrompue des sociétés pharmaceutiques, des assurances et des établissements de santé, ainsi que des trusts financiers qui les contrôlent. Ils ont infiltré notre système médical à tous les niveaux et sont protégés et soutenus par une alliance parallèle de grandes technologies, de médias, d'universitaires et d'agences gouvernementales qui ont profité de cette catastrophe orchestrée.

Cette alliance corrompue a compromis l'intégrité de nos sociétés médicales les plus prestigieuses auxquelles nous appartenons, générant une illusion de consensus scientifique en substituant la propagande à la vérité. Cette alliance continue de faire avancer des allégations non scientifiques en censurant les données et en intimidant et en licenciant des médecins et des scientifiques pour avoir simplement publié des résultats cliniques réels ou traité leurs patients avec des médicaments

éprouvés et salvateurs. Ces décisions catastrophiques ont été prises aux dépens d'innocents, qui sont contraints de subir des dommages pour la santé et la mort, causés par le refus intentionnel de traitements critiques et urgents, ou à la suite d'injections forcées de thérapie génique, qui ne sont ni sûres ni efficaces.

La communauté médicale a refusé aux patients le droit humain fondamental de fournir un véritable consentement éclairé pour les injections expérimentales de covid-19. Nos patients sont également empêchés d'obtenir les informations nécessaires pour comprendre les risques et les avantages des vaccins, et leurs alternatives, en raison de la censure généralisée et de la propagande diffusée par les gouvernements, les responsables de la santé publique et les médias. Les patients continuent d'être soumis à des confinements forcés qui nuisent à leur santé, à leur carrière et à l'éducation de leurs enfants, et portent atteinte aux liens sociaux et familiaux essentiels à la société civile. Ce n'est pas une coïncidence. Dans le livre intitulé « *Covid-19 : The Great Reset* », les dirigeants de cette alliance ont clairement déclaré leur intention de tirer parti du covid-19 comme une « opportunité » pour réinitialiser l'ensemble de notre société mondiale, de notre culture, de nos structures politiques et de notre économie.

Nos 17 000 médecins et scientifiques médicaux du Sommet mondial Covid représentent une communauté médicale mondiale beaucoup plus vaste et éclairée qui refuse d'être compromise, et est unie et prête à risquer la colère de l'alliance médicale corrompue, pour défendre la santé de ses patients.

La mission du Global Covid Summit est de mettre fin à cette crise orchestrée, qui a été illégitimement imposée au monde, et de déclarer formellement que les actions de cette alliance corrompue ne constituent rien de moins que des crimes contre l'humanité.

Nous devons restaurer la confiance du peuple dans la médecine, qui commence par un dialogue libre et ouvert entre médecins et scientifiques médicaux. Nous devons restaurer les droits médicaux et l'autonomie des patients. Cela inclut le principe fondamental de la relation sacrée médecin-patient. La société en a besoin depuis des décennies et, par conséquent, nous, médecins du monde, sommes obligés d'agir.

Après deux ans de recherche scientifique, des millions de patients traités, des centaines d'essais cliniques réalisés et des données scientifiques partagées, nous avons démontré et documenté notre succès dans la compréhension et la lutte contre le covid-19. En examinant les risques par rapport aux avantages des décisions politiques majeures, notre sommet mondial covid de 17 000 médecins et scientifiques médicaux du monde entier est parvenu à un consensus sur les principes fondamentaux suivants :

Nous déclarons et les données confirment que les injections de thérapie génique expérimentale covid-19 doivent cesser.

Nous déclarons que les médecins ne devraient pas être empêchés de fournir des traitements médicaux vitaux.

Nous déclarons que l'état d'urgence nationale, qui facilite la corruption et prolonge la pandémie, doit être immédiatement levé.

Nous déclarons que la confidentialité médicale ne doit plus jamais être violée et que toutes les restrictions de voyage et sociales doivent cesser.

Nous déclarons que les masques ne sont pas et n'ont jamais été une protection efficace contre un virus respiratoire aéroporté dans le cadre communautaire.

Nous déclarons que le financement et la recherche doivent être établis pour les dommages, la mort et la souffrance liés à la vaccination.

Nous déclarons qu'aucune opportunité ne doit être refusée, y compris l'éducation, la carrière, le service militaire ou un traitement médical, en cas de refus de prendre une injection.

Nous déclarons que les violations du premier amendement [américain] et la censure médicale par le gouvernement, les entreprises de technologie et de médias doivent cesser et que la Déclaration des droits doit être respectée.

Nous déclarons que Pfizer, Moderna, BioNTech, Janssen, AstraZeneca et leurs facilitateurs ont retenu et délibérément omis des informations sur la sécurité et l'efficacité des patients et des médecins, et doivent être immédiatement inculpés pour fraude.

Nous déclarons que le gouvernement et les agences médicales doivent être tenus responsables.  
lemediaen442.fr

23mai 2022

## La vidéo

: <https://crowdbunker.com/v/DQNiKKmxWj>

## **Covid-19 : 30 compagnies aériennes et 17 000 médecins demandent l'arrêt de l'obligation vaccinale pour les pilotes - lemediaen442.fr 23 mai 2022**

Des milliers de pilotes de 30 compagnies aériennes dans 6 pays souffrent d'effets secondaires dus aux vaccins. Nombreux sont les pilotes, contraints de se faire vacciner contre le covid pour conserver leur emploi, qui perdent leur licence, leur carrière, leurs revenus, sans recevoir de soutien de leurs syndicats, lorsqu'ils font part d'effets secondaires. Suite aux problèmes cardiovasculaires, neurologiques, auditifs et de caillots sanguins, 17 000 médecins et scientifiques demandent l'arrêt de l'obligation vaccinale pour les pilotes. lemediaen442.fr 23 mai 2022

<https://lemediaen442.fr/covid-19-30-compagnies-aeriennes-et-17-000-medecins-demandent-larret-de-lobligation-vaccinale-pour-les-pilotes/>

